

PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
DIRECTION DE LA COORDINATION
ET DU MANAGEMENT DE L'ACTION PUBLIQUE
Bureau des procédures d'utilité publique

Nantes, le **23 AVR. 2013**

N° : 2013/ICPE/078
Sté CASTEL Frères à
La Chapelle Heulin - MED

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles L. 511-1 et L. 514-1,

VU l'arrêté préfectoral du 17 juin 2008 autorisant la société CASTEL Frères à poursuivre après extension, ses activités de stockage et de conditionnement de vins exercées à La Chapelle-Heulin, domaine de l'Hyvernière,

VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des pays de la Loire, inspecteur principal des installations classées, en date du 10 avril 2013, constatant que :

- le site n'est pas approvisionné en eau uniquement par le réseau public d'eau potable,
- les rejets atmosphériques issus des installations de combustion ne font pas l'objet d'un contrôle tous les trois ans,

CONSIDERANT que la société CASTEL Frères n'utilise pas uniquement l'eau provenant du réseau public d'eau potable, comme cela lui est imposé à l'article 4.1.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2008 susvisé,

CONSIDERANT que la société CASTEL Frères n'a pas réalisé, tous les trois ans, un contrôle de la qualité des rejets issus des installations de combustion, comme cela lui est imposé à l'article 8.2.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2008 susvisé,

CONSIDERANT qu'il convient de mettre fin à ces non-conformités qui portent atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRETE

Article 1er : La société CASTEL Frères est mise en demeure, pour la poursuite de ses activités de stockage et de conditionnement de vins exercées à La Chapelle-Heulin, domaine de l'Hyvernière, de respecter, dans un délai de huit jours à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 4.1.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2008 rappelées ci-dessous :

« article 4.1.1. – origine des approvisionnements en eau

Le site est approvisionné en eau uniquement par le réseau public d'eau potable.

La consommation annuelle d'eau est de l'ordre de 58 0000 m³. »

Article 2 : La société CASTEL Frères est mise en demeure, pour la poursuite de ses activités de stockage et de conditionnement de vins exercées à La Chapelle-Heulin, domaine de l'Hyvernière, de respecter, dans un délai de trois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.2.1.. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2008 rappelées ci-dessous :

« article 8.2.1. – autosurveillance des émissions atmosphériques

L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétiq ue décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées.

La mesure des oxydes de soufre et des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du fioul domestique.

Le premier contrôle est effectué six mois au plus tard après la mise en service de l'installation.

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demie-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge. »

Article 3 : La société CASTEL Frères adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées aux articles 1 et 2.

Article 4 : Faute pour la société CASTEL Frères de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, dont un extrait est annexé au présent arrêté.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est d'un an pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

Article 6 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de La Chapelle-Heulin et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de La Chapelle-Heulin pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé, après réalisation, par les soins du député-maire de La Chapelle-Heulin et envoyé à la préfecture (direction de la coordination et du management de l'action publique- bureau des procédures d'utilité publique).

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le député-maire de La Chapelle-Heulin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur principal des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CASTEL Frères par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le PREFET

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Pierre STUSSI

P.J. : 1 annexe.

▶ Partie législative

▶ Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances

▶ Titre Ier : Installations classées pour la protection de l'environnement

▶ Chapitre IV : Contrôle et contentieux des installations classées

Section 1 : Contrôle et sanctions administratifs

Article L514-1

Modifié par LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 211 (V)

I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :

1° Obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des mesures prescrites ; il est procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine. Pour le recouvrement de cette somme, l'Etat bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts ;

2° Faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;

3° Suspendre par arrêté, après avis de la commission départementale consultative compétente, le fonctionnement de l'installation, jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires.

II.-Les sommes consignées en application des dispositions du 1° du I peuvent être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures prévues aux 2° et 3° du I.

III.-L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif.